

alternatives sud

État des résistances dans le Sud

Afrique



CentreTricontinental

SYL^{EDITIONS}EPSE

Mozambique : « sortir de la bouteille ». Raisons et dynamiques des émeutes

Paulo Granjo¹

Le Mozambique a connu en 2008 et 2010 deux vagues d'émeutes. Pour en saisir les ressorts, il faut tenir compte de la vision populaire du contrat social établi entre le gouvernement du Frelimo et les gouvernés. Contrat dans lequel la soumission des populations va de pair avec l'obligation qui incombe au pouvoir de s'acquitter de ses obligations envers elles. Les effets de la libéralisation accélérée du pays ont cependant alimenté le mécontentement.

Le 5 février 2008, à l'aube, les habitants de Maputo ont trouvé les principales voies d'accès à la « ville de ciment² » bloquées par des barricades de pneus enflammés. Tout véhicule qui se risquait à les forcer était immédiatement la cible de jets de pierre. Quelques jours plus tôt, les habitants des quartiers pauvres avaient reçu, sur leur téléphone portable, des messages qui appelaient à une grève des « *chapas* » – minibus privés qui assurent le transport en commun – pour protester contre la forte hausse prévue des prix du transport.

Ces barricades se sont ensuite dressées dans les autres rues de la ville, situées parfois en dehors des itinéraires suivis par les *chapas*, pour gagner finalement les quartiers du centre, l'objectif

1. Anthropologue, chercheur et professeur à l'Institut des sciences sociales de l'Université de Lisbonne et à l'Université Eduardo Mondlane, Maputo.

2. À Maputo, capitale du Mozambique, l'habitude a été prise de diviser la ville entre d'une part le « *cimento* » (ville de ciment), les quartiers d'immeubles et de villas ; et d'autre part, le « *caniço* » (ville de roseau), qui correspond aux quartiers pauvres d'autoconstruction.

explicite étant de « paralyser la ville ». Ici et là, étaient également vandalisées des voitures en stationnement et plusieurs magasins pillés. À chaque fois que les forces de l'ordre assiégeaient une barricade – en utilisant tantôt des balles en caoutchouc, tantôt des kalachnikovs – les manifestants se dispersaient mais se rejoignaient aussitôt dans une autre zone où s'entassaient à nouveau pneus et poubelles.

Dans l'après-midi, les véhicules bloqués à la périphérie furent finalement escortés par la police, laquelle n'hésitait pas à tirer de manière aléatoire en direction des bas-côtés de sorte qu'à son passage se cachaient hommes, femmes et enfants. Au même moment, le porte-parole du Frelimo – le parti qui mena la lutte de libération nationale et qui gouverne le pays depuis l'indépendance de 1975 – fit une déclaration publique, affirmant que ces émeutes étaient l'oeuvre de « pacifiques Mozambicains » manipulés de l'extérieur par une « main invisible », et intima ensuite l'ordre aux manifestants de regagner leurs foyers. À la fin de la journée, le bilan humain s'élevait à six morts par balles et à plus d'une centaine de blessés.

Finalement, le lendemain dans la matinée, le gouvernement annonça qu'il maintiendrait les prix antérieurs du transport, lesquels seraient compensés par un subside sur les carburants. Mis à part quelques interventions éparses de la police, les affrontements prirent alors fin – même si les jours suivants, ils se sont, semble-t-il, poursuivis dans d'autres villes où l'on a assisté notamment à des lynchages de voleurs accusés de collaboration avec la police (Granjo, 2009).

Une lecture socioanthropologique des émeutes

Dans la foulée des émeutes, quelque part dans le « *caniço* », une expression commença à faire flores : « *Le peuple est sorti de la bouteille* ». Parce qu'elle rendait bien compte des derniers événements, elle fut rapidement adoptée par la population. Prise comme un tout, cette expression s'apparentait en effet à un véritable manifeste sociopolitique.

Pour tous ceux qui l'employaient dans les quartiers pauvres, la formule n'avait aucun sens crypté, dans la mesure où elle renvoie à la croyance commune qui veut qu'un mari soumis à sa femme n'est guère jugé digne d'être un homme. Pour le sens commun, cette soumission n'est pas « naturelle », pas plus qu'elle n'est la

conséquence d'un choix personnel. C'est bien plus la conséquence du sort que lui a jeté sa femme. Celle-ci l'a « mis en bouteille », ce qui signifie qu'elle l'a placé, par envoûtement, dans un état anormal de soumission amorphe, situation lui permettant de le dominer de manière illégitime.

Ce n'est qu'en « sortant de la bouteille » – en prenant conscience de sa situation grâce le plus souvent au désenvoûtement – que le mari manipulé recouvrera sa dignité d'homme (Granjo, cité par la presse). Dans le cas présent, cette phrase renvoyait au fait que « le peuple » était devenu amorphe, soumis de façon indigne et illégitime à quelqu'un qui abusait de sa position (le pouvoir en place), mais qu'il avait finalement su briser ce « sort » grâce à la « grève » et récupéré ainsi sa dignité.

L'usage symbolique du langage de la magie pour parler de politique peut sembler curieux, mais n'est en rien surprenant. Dans le pays, le langage de la sorcellerie est souvent utilisé pour exprimer l'obligation qui incombe aux gouvernants d'assurer la protection des gouvernés (West, 2009), pour critiquer les abus du pouvoir en place et sa mainmise sur les richesses (Israel, 2009; West, 2008), ou encore pour fustiger l'avidité économique et le désintérêt pour les problématiques sociales (Serra, 1996; Serra, 2002; Granjo, s.d.). Dans une société marquée par de telles références culturelles, rien d'étonnant donc à ce que cette formule tout à la fois héroïque, comique et allusive ait rencontré une telle adhésion.

Ceci dit, pour bien comprendre ce que cette expression nous dit au sujet des raisons et des significations de la « grève », il faut aussi tenir compte de la vision du « contrat social » qui domine chez les habitants de la périphérie urbaine.

Nature du contrat social mozambicain

Cette vision « idéale-typique » des droits et devoirs des gouvernants et des gouvernés repose sur deux piliers, lesquels bien que contradictoires en apparence finissent par s'équilibrer mutuellement. D'un côté, domine l'idée que l'on ne peut s'en prendre à un pouvoir institué et légitime qu'exceptionnellement dans la mesure où cette remise en question est toujours lourde de menaces pour la stabilité sociale. Mais de l'autre côté, il incombe, en contrepartie, à ce même pouvoir institué la responsabilité et l'obligation d'assurer à la population un niveau minimal de subsistance, de dignité et de bien-être. Cela ne veut pas pour autant dire que le pouvoir en place ne puisse

tirer avantage de sa position. Tous s'attendent en réalité à ce qu'il « *mange davantage* ». Ce qui n'est guère accepté par contre est qu'il « *mange tout seul* », sans redistribuer une partie de la richesse.

Nous sommes donc en présence d'un modèle qui présente un double versant. Un aspect de « soumission » qui se justifie cependant par un autre aspect, fait, celui-là, d'« exigences » en termes d'actions et de comportements, dont le caractère « paternaliste » (et le rôle joué dans la genèse du mouvement de « grève » de 2008) transparait clairement dans une formule souvent utilisée par mes interlocuteurs : « *Le problème, c'est que le gouvernement n'est plus un père; désormais, c'est un beau-père* ». Autrement dit, toute décision, fut-ce-t-elle prise dans un cadre légal, n'est considérée comme légitime que quand elle tient compte des obligations fondamentales qui incombent au pouvoir légitime envers les gouvernés.

Il va sans dire que ces expressions actuelles de mécontentement ont été conditionnées par la libéralisation accélérée du pays qui a débuté à la fin de la guerre civile (1992), entraînant dans son sillage chômage, informalisation de l'économie et du travail et enrichissement des élites politiques et de leurs associés (Sumich, 2008; West, 2008). Parallèlement, on a assisté au renforcement du contrôle partisan des organisations dites de la « société civile » (à commencer par les syndicats), tandis que les anciennes structures locales de contrôle sociopolitique, qui bien que souvent répressives n'en relayaient pas moins les problèmes et les revendications populaires à un échelon supérieur, ont été affaiblies. Tout cela explique l'apparition d'un autre lieu commun qui exprime bien le scepticisme de la population quant à la possibilité de faire remonter ses revendications jusqu'au pouvoir : « *En démocratie, tu dis ce que tu veux, mais personne ne prête attention à ce que tu dis* ».

Rétive traditionnellement aux formes de protestation violente, la population pauvre du grand Maputo n'y a eu recours que parce qu'elle sentait qu'elle n'avait pas à sa disposition d'institutions légitimes ni d'autre registre de protestation efficace. Outre l'augmentation des prix, ce qui indignait le plus les manifestants, c'est le fait que les décisions du gouvernement aient été prises sans égard pour les difficultés d'une population vivant majoritairement dans la précarité. Cette population n'a pas seulement protesté contre une décision économique, mais contre l'attitude du pouvoir qui ne s'était pas acquitté de ses obligations fondamentales envers elle. Révélateur de cette différenciation entre la légitimité des décisions et celle du

pouvoir qui les prend, la population pauvre a d'ailleurs massivement (à près de 80%) voté pour le Frelimo et en faveur de son candidat à la présidence en 2009.

Les émeutes de septembre 2010

Les 1^{er} et 2 septembre 2010, des événements très similaires à ceux de 2008 se sont produits. Ce qui a mis le feu aux poudres cette fois-ci, ce fut l'annonce par les autorités d'une hausse substantielle et quasi simultanée des prix de l'eau, de l'électricité, du pain et du riz.

À la différence des émeutes de 2008, les protestataires – très vite refoulés par la police, laquelle avait reçu l'ordre explicite d'empêcher que les émeutes ne s'étendent au-delà de la « ville de roseau » – ont cette fois-ci échoué dans leurs tentatives de dresser des barricades dans la « ville de ciment ». En outre, la première réaction du gouvernement a été de considérer les manifestants non plus comme des personnes manipulées, mais comme des « *aventuriers, des malfaiteurs et des bandits* ».

Comme le pouvoir s'était refusé à céder directement, ces émeutes ont duré près de deux jours jusqu'à ce que ce dernier revienne finalement sur sa décision³. La mobilisation s'est toutefois poursuivie, prenant la forme d'une « guerre de messages » de soutien et d'opposition, jusqu'à ce que les opérateurs de télécommunications interrompent leurs services de SMS sur ordre de l'État. D'autres actions similaires ont été tentées dans les autres villes du pays, mais les détentions « préventives » et les interventions policières y ont rapidement mis fin.

La particularité de ces dernières protestations est qu'y apparaissait plus clairement – par rapport aux émeutes de 2008 – leur caractère auto-organisé et leur absence de leadership. Dès lors qu'il n'y avait pas cette fois-ci de lieux spécifiques à bloquer (comme les axes routiers), les manifestants sont restés longtemps dans l'expectative, avant que ne surviennent assez tardivement les premiers incidents. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les barricades se sont multipliées.

L'absence de leadership n'a pas pour autant empêché la population de considérer ceux qui y étaient impliqués comme les représentants légitimes de la communauté. De là, son indignation devant

3. Le bilan humain s'est élevé à treize morts et à plusieurs centaines de blessés.

les mots utilisés par le gouvernement pour les qualifier et sa tendance à parler du « nous » pour les désigner plutôt que du « eux », quand bien même elle n'était pas d'accord avec certaines actions. En réalité, bien que les jeunes sans emploi « formel » et les femmes ayant des responsabilités familiales y aient joué le rôle le plus actif, ce mouvement de protestation n'a pas pour autant été le fait d'un groupe social particulier. Il s'agissait d'un mouvement bien plus largement représentatif, impliquant tous ceux qui à Maputo partagent des conditions de vie similaires.

Ici encore, on ne peut pas dire que l'augmentation des prix a été le principal et seul motif de la révolte. L'indignation devant la répression exercée par les autorités ; la frustration largement partagée face au luxe de plus en plus ostentatoire affiché par les élites ; et la perplexité face à l'incompréhension des autorités par rapport aux difficultés du peuple en a constitué les principaux ingrédients.

Dans ce contexte, il est à prévoir que les décisions qui ont été prises par le gouvernement (prix subsidiés et investissements productifs dans diverses régions), bien qu'indispensables, ne suffiront pas à neutraliser le potentiel de protestation violente. Résoudre les problèmes économiques sous-jacents impliquerait le retour à un modèle de distribution des richesses moins scandaleusement asymétrique et la fourniture efficace de services répondant aux premières nécessités.

Cela impliquerait également que l'on instaure et que l'on stimule une politique fondée sur la participation et la consultation. Je crains cependant que de telles mesures ne se heurtent aux intérêts immédiats des élites politico-économiques, ainsi qu'à leurs conceptions et à leurs habitudes d'exercice du pouvoir. Ce qui, en l'absence de mécanismes de négociation et de canalisation du mécontentement, laisse présager des répliques aux sanglantes confrontations de 2008 et de 2010.

Traduction du portugais : Christian Pirlet

Bibliographie

- Granjo P. (2008), « Gémeos, albinos e prisioneiros desaparecidos: uma teoria moçambicana do poder político », *Travessias*, 9: 9-32.
- Granjo P. (2009), « O linchamento como reivindicação e afirmação do poder em Moçambique », *Revista Angolana de Sociologia*, 3: 31-44.
- Granjo P. (s. d), « Homens na Garrafa e Mulheres Poderosas: limites à masculinidade e feminilidade em Moçambique », *Família, Tradição e Lei em Moçambique*, Lisboa, ICS.

- Granjo, P. (no prelo 2), « Julgamentos de feitiçaria e hegemonias locais », *A Dinâmica do Pluralismo Jurídico em Moçambique*, Maputo, CESAB.
- Israel P. (2009), « The War of Lions: Witch-Hunts, Occult Idioms and Post-Socialism in Northern Mozambique », *Journal of Southern African Studies*, 35 (1): 155-174.
- Serra C. (1996), « Mudança Social e Crenças Anómicadas em Moçambique », www.aps.pt/cms/docs_prv/docs/DPR492ebade1d547_1.pdf.
- Serra C. (2002), *Cólera e Catarse*, Maputo, Imprensa Universitária.
- Sumich J. (2008), « Construir uma nação: ideologias de modernidade da elite moçambicana », *Análise Social*, 187: 319-345.
- West H. (2008), « "Governem-se vocês mesmos!" Democracia e carnificina no Norte de Moçambique », *Análise Social*, 187: 347-368.
- West H. (2009), *Kupilikula: O poder e o invisível em Mueda, Moçambique*, Lisboa, ICS.